



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

France - Rural Development Programme (Regional) - Provence-Alpes-Côte d'Azur

CCI	2014FR06RDRP093
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Période de programmation	2014 - 2022
Autorité de gestion	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Version	10.1
Statut de la version	En cours
Date de dernière modification	06/05/2022 - 11:33:13 CEST

1. INTITULÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

France - Rural Development Programme (Regional) - Provence-Alpes-Côte d'Azur

1.1. Modification

1.1.1. Type de modification au titre du règlement (UE) n° 1305/2013

b. Décision au titre de l'article 11, point a), deuxième ou troisième alinéa

1.1.2. Modification apportée aux informations fournies dans l'AP

1.1.3. Modification liée à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014 (non soumise aux limites établies dans cet article)

- d. Transfert entre piliers [article 58, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 1305/2013]

1.1.4. Consultation du comité de suivi [article 49, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]

1.1.4.1. Date

23-05-2022

1.1.4.2. Avis du comité de suivi

Aucun commentaire n'a été fait par le comité de suivi lors de la consultation sur les propositions de modification.

1.1.5. Description de la modification - article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 808/2014

1.1.5.1. A - Modification du plan de financement

1.1.5.1.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

En vue de la dernière année du programme, il est nécessaire de rééquilibrer la maquette budgétaire pour affiner la réponse aux besoins décrits dans le diagnostic et des priorités de la stratégie d'intervention. Il en

résulte les propositions suivantes (le détail des modifications proposées est présenté dans les tableaux ci-dessous. il s'agit également d'ajouter la tranche 2022 du transfert du premier pilier.

1 - Ajout de la tranche 2022 du transfert du premier pilier

20 750 081 euros sont ajouté à l'enveloppe de la mesure 7 (5 661 473 euros) et pour la mesure 13 (15 088 608 euros).

2 - Ajustement des enveloppes de la mesure 16

Les objectifs du type d'opération 16.1 (PEI) sont revus à la hausse afin de répondre au besoin d'innovation des filières, notamment pour l'adaptation au changement climatique et la compétitivité. Il s'agit pour cela de transférer le reliquat de budget de FEADER socle non consommé des types d'opération 16.4 16.7.1 16.5 et 7.4.1 vers les enveloppes du TO 16.1 pour lequel la dynamique de programmation a engendré un besoin supplémentaire de 389311 euros pour les appels à projet précédant la période de transition. Pour 2022, un budget de FEADER EURI supplémentaire de 2,5 M€ est ajouté afin de prévoir un appel à projet supplémentaire. Ce budget est pris sur la mesure 4 (DP 2A) pour laquelle le besoin est moindre que prévu en raison de nouveaux financements du plan de relance l'Etat à destination des exploitations agricoles.

3 - Corrections suite à des erreurs d'imputation

Plusieurs enveloppes sont abondées pour corriger des erreurs d'imputation lors des déclarations de paiement.

Répartition

FEADER par mesure

Mesure	Domaine prioritaire	Enveloppe	ancien montant	nouveau montant	variation	Détail Types d'opération
16	2A	art 59.4.ea 100%	2 000 000,00	507 342,00	4 2 507 342,00	16.1
4	2A	art 59.4.ea 100%	2 507 342,00	-	- 2 507 342,00	4.1.1
20	AT	main	4 838 842,00	034 326,00	5 195 484,00	erreur imputation ASP
4	2C+	main	2 653 610,00	610 748,22	2 - 42 861,78	erreur imputation ASP
4	2C+	art 59.4.e	-	42 861,78	42 861,78	4.3.3 erreur imputation ASP
16	3A	art 59.4.a	2 564 026,00	405 515,00	2 - 158 511,00	16.4
16	5A	art 59.4.a	751 006,00	739 727,00	- 11 279,00	16.5
16	6B	art 59.4.a	5 471 211,00	300 143,00	5 - 171 068,00	16.7.1

7	6B	main	2 581 788,70	337 851,70	2 - 243 937,00	7.4.1 : 123299 ; 7.6.5 : 120 638
16	2A	art 59.4.a	3 435 012,00	824 323,00	3 389 311,00	16.1
7	P4	1er pilier 59.4.e	8 000 000,00	661 473,00	13 5 661 473,00	7.6.1 transfert P1 2022
13	P4	1e pilier 59.4.e	7 3 100 086,00	88 188 694,00	1 5 088 608,00	transfert P1 2022

1.1.5.1.2. Effets attendus de la modification

Cette modification permet de relancer lun AAP du TO 16.1 et de corriger des erreurs lors des déclarations de dépense.

1.1.5.1.3. Incidence du changement sur les indicateurs

En cohérence avec les modifications de la maquette budgétaire, les indicateurs de réalisation sont aussi ajustés (voir le détail dans le tableau ci-dessous). Ces ajustements permettent de prendre en compte les changements dans le plan de financement, en particulier pour les montants de dépenses publiques.

Plan des indicateurs

<i>D</i>	<i>P</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Ancienne valeur</i>	<i>Nouvelle valeur</i>	<i>dont EURI</i>
1	O1:	Total des dépenses	23	26	8
A	publiques 1A		517 775,75	085 684,00	807 342,00
	T1: part des dépenses M1				
	M2 M16 dans le total des				
1	dépenses au titre du PDR				
A	(DP1A)		2,02%	2,18%	
1	O1:	Total des dépenses	1 164	1 195	
A	publiques PDR		916 581,93	317 058,22	
	T2: nombre total				
1	d'opérations de				
B	coopération M16		143	157	
1	B O16: DP1B/ nb de GO PEI		37	54	37
1	O17: DP1B nb opérations				
B	M16 autres		106	103	
1	Dépenses publiques totales				
B	1B		23 151 569	25 719 477	
2	O1: DP2A/M4.1 total dep		55	52	
A	publiques		393 760,34	886 418,34	-

2 O2: DP2A/M4.1 total inv	138	132	
A publics et privés	484 400,84	216 045,84	-
T4: DP2A/M4.1			
pourcentage			
d'exploitations agricoles			
bénéficiant d'un soutien			
au titre du PDR pour des			
investissements dans la			
2 restructuration ou la			
A modernisation	8,41%	8,03%	
O4: DP2A/M4.1 nombre			
d'exploitations agricoles			
bénéficiant d'un soutien au			
titre du PDR pour des			
investissements dans la			
2 restructuration ou la			
A modernisation	1 887	1 802	-
2 O1: DP2A/M16 total	6		
A dépenses publiques	293 765,00	9 287 746	4 507 342
3 O1: DP3A/M16 total dep.	5	5	2
A publiques	205 033,00	006 894,25	000 000,00
T6: DP3A pourcentage			
d'exploitations agricoles			
percevant un soutien			
pour participer à des			
systèmes de qualité, des			
marchés locaux et des			
circuits			
d'approvisionnement			
courts ou des			
3 groupements/organisatio			
A ns de producteurs (16.4)	0,72%	0,69%	0,28%
O9: DP3A Nombre			
d'exploitations agricoles			
percevant un soutien pour			
participer à des systèmes			
de qualité, des marchés			
locaux et des circuits			
d'approvisionnement			
courts ou des			
3 groupements/organisations			
A de producteurs (16.4)	162,00	155,83	62,00
O1: P4/M7 total dep.	142	153	3
P4 Publiques	577 160,37	259 184,90	950 000,00
Superficie (ha) - zones de	1		
P4 montagne (13.1)	96 231,00	204 146,05	

P4 Superficie (ha) - (13.2)	15 679,99	16 312,45	
P4 Superficie (ha) - (13.3)	74 945,02	77 967,95	
O1: P4/M13 total dep.	498	518	
P4 Publiques	772 049,34	890 193,34	
5 O1: DP5A/M16 total	9		
A dépenses publiques	38 757,50	924 658,75	
6 O1: DP6B/M7 total	4	4	
B dépenses publiques	871 299,43	411 040,94	
6 O1: DP6B/M16 total dep	9	8	2
B publiques	139 014,00	925 179,00	300 000,00

1.1.5.1.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.2. B - Modification de la description des types d'opération 4.1.2, 4.3.1, 4.3.4 et 19.1

1.1.5.2.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

- Pour le type d'opération 4.3.1, le plafond en cout total éligible est diminué de 5 millions d'euros à 1 million d'euro.
- Pour le type d'opération 4.1.2, une modalité de taux de financement est ajoutée afin d'appliquer un taux spécifique aux matériels de prévention des aléas climatiques :

"3/ Pour les matériaux de protection contre les aléas climatiques, sur tout le territoire régional

- 40 % de taux d'aide publique de base.
- Bonifications :
 - + 20 points pour les jeunes agriculteurs
 - + 20 points pour les investissements liés aux opérations au titre des articles 28 et 29
 - + 20 points pour les projets collectifs (c'est-à-dire demandeurs reconnus GIEE et porteurs de projet CUMA)

- + 20 points en zones à contraintes (le bénéficiaire bénéficie de la majoration si le siège de son exploitation est situé en zone à contrainte)

Plafond de coût total éligible : 150 000 € par bénéficiaire pour toute la période 2015/2022 et 300 000 € pour les CUMA pour toute la période 2015/2022"

- Pour le type d'opération 4.3.4, la condition "Les dispositifs de traitement des eaux doivent être agréés par le ministère en charge de l'écologie (publication au bulletin officiel du MEDDE)" est supprimée.
- Pour le type d'opération 19.1, ajout d'une option de cout simplifié pour le calcul des frais indirects sur la base de 15% des frais de personnel ; ajout de "Pôle d'équilibre territorial et rural, EPCI", afin de préciser la notion de "territoire de projet" en vue de la prochaine programmation.

1.1.5.2.2. Effets attendus de la modification

- Pour le type d'opération 4.3.1, l'abaissement du plafond eva permettre de mieux répartir le budget entre les opérations en raison d'un nombre important de grands projets.
- Pour le type d'opération 4.1.2, l'augmentation du taux pour les matériels de prévention des aléas climatiques va permettre d'inciter davantage à investir dans ces équipements face à l'augmentation de la fréquence des aléas. Le précédent taux ne permettait pas de couvrir suffisamment le cout de ces investissements pour les exploitations.
- Pour le type d'opération 4.3.4, la suppression de la condition vise à simplifier la mesure et à élargir les possibilités de financement à de nouveaux types de matériels.
- Pour le type d'oparétion 19.1, l'ajout de l'option de cout simplifié vise à faciliter l'instruction des dossiers et réduire le risque d'erreurs.

1.1.5.2.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.2.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

